

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203585]

## 16 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la formation en apiculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D. 5, D. 6, D. 7, D. 9, D. 11, D. 12, D. 13, D. 14, D. 102, D. 103, D.105, D. 107, D. 108, D. 109, D. 110, D. 113, D. 114, D. 241, D. 242 et D. 243;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 18 février 2016;

Vu le rapport du 18 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.184/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 3 à 10, 12, 13 et 21 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'Administration : l'Administration telle que visée à l'article D. 3, 3°, du Code;

2° l'association apicole : l'association, dont la forme juridique est une ASBL ou en union professionnelle d'hobbyistes visée à l'article D. 100 du Code, composée d'apiculteurs;

3° le centre de formation apicole : le centre de formation visé à l'article D. 105 du Code, organisant des formations en apiculture telles que définies aux articles 4 et 11, § 2, du Code;

4° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

5° la conférence : l'exposé qui porte sur un sujet apicole précis, suivi par un échange de questions-réponses et qui a pour vocation de participer à la formation continue des apiculteurs;

6° le conférencier apicole : le formateur apicole qui dispense des cours théoriques ou des conférences;

7° le cours de base : la formation qui vise l'acquisition, par l'organisation de cours théoriques et pratiques, de connaissances et de compétences en matière d'apiculture, lesquelles constituent un socle de connaissances de base nécessaire à l'exercice d'une activité apicole;

8° le cours d'initiation : le module de sensibilisation à l'abeille et à l'apiculture qui, organisé en préalable d'un cours de base, vise à introduire ce dernier de manière à orienter les candidats participants;

9° le cours de spécialisation : la formation qui vise le développement et l'approfondissement, par l'organisation de cours théoriques et, le cas échéant, de cours pratiques, de connaissances et de compétences acquises dans le cadre d'un cours de base, dans un objectif de professionnalisation d'une activité apicole;

10° l'Inspection sociale : la Direction de l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

11° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

12° le participant : toute personne visée à l'article D. 98, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3°, 5°, du Code;

13° le rucher : l'ensemble des ruches situées à un emplacement donné.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

## CHAPITRE II. — Le contenu et la fin des formations

Section 1<sup>re</sup>. — Les coursSous-section 1<sup>re</sup>. — Les centres de formation

**Art. 3.** Les cours d'initiation, de base et de spécialisation sont organisés par tout centre de formation apicole qui organise des formations sur le territoire de la Région wallonne et qui répond aux conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif;

2° présenter en propre une équipe pédagogique permanente composée d'au moins trois personnes physiques, dont un conférencier apicole, présentant au minimum cinq années de pratique apicole, formation de base comprise ou sept années de pratique apicole.

**Art. 4.** Pour l'organisation des cours pratiques liés à un cours de base, le centre de formation dispose d'un rucher pédagogique spécialement dédié auxdits cours.

Les cours pratiques dispensés au rucher pédagogique sont encadrés par au moins un formateur pour neuf élèves.

Le rucher compte au moins une ruche pour trois élèves inscrits.

**Art. 5.** Pour l'organisation du cours pratique lié à un cours d'initiation, le centre de formation dispose d'un rucher et d'un nombre de formateurs tel que les normes minimales d'encadrement mentionnées à l'article 4, alinéa 2 et alinéa 3, sont rencontrées.

Le Ministre fixe les conditions particulières visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

## Sous-section 2. — Le contenu des cours

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre définit le contenu minimal du programme des cours d'initiation et des cours de base.

§ 2. Le Ministre définit la durée minimale et maximale des programmes de formation visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que le nombre minimal d'heures dispensées par jour.

**Art. 7.** Le Ministre peut fixer un nombre minimal d'inscrits aux cours visés à l'article 3.

L'Administration applique une diminution du montant des aides octroyées en vertu du présent arrêté au prorata du nombre de participants manquants, par rapport au nombre minimal d'inscrits aux formations fixé par le Ministre en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

## Sous-section 3. — L'inscription, l'examen, le certificat et l'attestation

**Art. 8.** Le Ministre peut définir des exigences conditionnant l'inscription des participants aux formations.

Pour accéder à un cours de base, le participant a suivi au préalable un cours d'initiation.

L'Administration peut délivrer une attestation de présence à un cours d'initiation à condition que le participant ait suivi le cours d'initiation à concurrence d'au moins quatre-vingts pour cent des heures du cycle complet.

Pour accéder à un cours de spécialisation, le participant a suivi et réussi un cours de base ou justifie d'une expérience de minimum trois années de pratique apicole.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le cours de base se clôture par un examen.

L'examen porte sur les matières théoriques et pratiques, selon un canevas ou un examen commun établi par l'Administration et publié sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Pour valider les résultats de l'examen, le participant suit les cours de base à concurrence d'au moins quatre-vingts pour cent des heures du cycle complet. Le Ministre peut déroger à ce pourcentage dans les cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle.

§ 2. La réussite de l'examen est conditionnée à l'obtention, dans les matières théoriques et pratiques, d'une cote minimale fixée par le Ministre.

En cas de réussite de l'examen, le participant obtient un certificat signé par le Ministre ou son délégué.

**Art. 10.** Le cours de spécialisation se clôture par un examen.

L'examen vérifie l'acquisition de connaissances et de compétences du participant.

En cas de réussite, le participant obtient un certificat signé par le Ministre ou son délégué.

**Art. 11.** Le Ministre fixe le modèle du certificat visé à l'article 9, § 2, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 3.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Chaque élève évalue la qualité du cours de base, à son terme.

L'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réalisée au moyen d'un formulaire électronique mis en ligne par l'Administration sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Le remplissage du formulaire d'évaluation et son introduction auprès de l'Administration se font par voie électronique, dans les soixante jours suivant le terme de l'année de cours concernée.

§ 2. Chaque élève évalue la qualité des cours de spécialisation au terme de chaque cours.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> est applicable à l'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. La délivrance du certificat visé à l'article 9, § 2, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 3, est conditionnée à la réception par l'Administration de l'évaluation visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup> ou § 2.

## Section 2. — Les conférences

**Art. 13.** Les centres de formation et les associations apicoles peuvent organiser des conférences en matière d'apiculture.

Les conférences assurent la formation continue des apiculteurs, qu'ils soient titulaires ou non du certificat de formation visé à l'article 9, § 2, alinéa 2.

Le Ministre détermine le nombre minimal d'heures dispensées par conférence.

## CHAPITRE III. — Financement

Section 1<sup>re</sup>. — Les conditions d'octroi des subventionsSous-section 1<sup>re</sup>. — Les conditions d'octroi des subventions liées à l'organisation des cours

**Art. 14.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre lance au moins un appel à projets par an, en vue de sélectionner les activités de formation permettant de rencontrer les objectifs visés aux articles D. 11, D. 12, D. 13 et D. 14 du Code.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre définit les modalités d'organisation des appels à projets. Il prévoit :

1° la date du lancement de l'appel à projets annuel;

2° la publication de l'appel à projets sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne »;

3° la date d'introduction des dossiers après le lancement de l'appel à projets.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'appel à projets peut être divisé en sous appels à projets par zones géographiques et en fonction de la densité de population afin de garantir une bonne couverture de la Région wallonne.

§ 3. Un centre de formation soumet un seul cours de base par appel à projets.

Un cours de base peut être organisé conjointement avec un cours d'initiation.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La sélection des projets s'effectue :

1° par la vérification du respect des conditions d'admissibilité portant sur les moyens matériels, humains et financiers dont dispose le centre de formation, nécessaires à sa viabilité et au bon fonctionnement des formations ainsi que sur la gestion administrative, financière et des ressources humaines du centre de formation;

2° par la vérification de la pertinence des formations au regard des objectifs visés à l'article D. 97, du Code et des besoins de formation en apiculture identifiés sur le territoire ainsi que de la qualité pédagogique des formations, en ce compris le contenu des formations, les méthodes pédagogiques et la compétence des formateurs et conférenciers.

§ 2. Dans le cadre de la vérification des conditions d'admissibilité visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, les documents transmis à l'Administration contiennent :

1° la dénomination du centre, ses coordonnées et sa nature juridique;

2° la présentation de la structure et de l'équipe pédagogique visée à l'article 3, 2°;

3° la description des moyens et ressources matériels, humains et financiers nécessaires au bon fonctionnement du centre de formation, en ce compris :

a) une description des moyens techniques et logistiques ainsi que de l'équipement didactique pour l'organisation des activités du centre de formation;

b) la liste du personnel nécessaire à la bonne gestion du centre de formation, en ce compris en termes d'encadrement et de coordination des activités de formation;

c) un budget prévisionnel lié aux activités de formation proposées;

d) lorsque le centre a déjà organisé des formations dans le cadre d'un appel à projets, le rapport d'activité des cours organisés lors de cet appel à projets ainsi que le bilan et les comptes de résultats des années concernées par ces cours;

e) la copie de l'attestation de souscription d'une assurance en responsabilité civile couvrant notamment tout risque causé ou encouru par le participant.

Peuvent être joints aux documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur demande de l'Administration, les documents suivants permettant de vérifier les conditions relatives à l'engagement de formateur et conférencier :

1° le titre, le certificat ou diplôme requis tels que visés à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, le cas échéant, la preuve d'une expérience probante;

2° une déclaration sur l'honneur portant soit sur la connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de la formation soit sur l'engagement à suivre des formations.

Le centre de formation est dispensé moyennant accord de l'Administration, de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dont l'Administration ou l'Inspection sociale dispose ou dont il peut disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques.

§ 3. Le Ministre sélectionne les projets de manière à assurer la qualité pédagogique des formations et une couverture optimale du territoire de la Région wallonne selon des critères qu'il détermine.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. A partir de 2017, le comité d'avis en charge de rendre un avis non contraignant sur les projets est composé d'un représentant :

1° du Ministre;

2° de l'Administration;

3° du Centre wallon de Recherches agronomiques;

4° de chacune des fédérations apicoles provinciales;

5° de l'Union royale des Ruchers wallons;

6° de l'Union des Fédérations Wallonie-Bruxelles;

7° du CARI.

§ 2. A partir de 2016, le comité de sélection en charge de la sélection des projets sur base de l'avis du comité d'avis est composé d'un représentant :

1° du Ministre;

2° de l'Administration;

3° du Centre wallon de Recherches agronomiques.

§ 3. Aucun membre ne siège au sein du comité d'avis ou du comité de sélection si ses intérêts personnels ou ceux de l'organisme qu'il représente sont susceptibles d'entrer en concurrence avec la mission du comité visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le comité d'avis ou le comité de sélection peut inviter à participer à ses travaux, à titre consultatif, des experts de son choix et peut recueillir les avis de toute autre personne physique ou morale indépendante. Si un membre du comité d'avis autre qu'un représentant du Ministre ou de l'Administration ne peut pas siéger au sein du comité d'avis pour une des raisons évoquées à l'alinéa 2, il peut être remplacé par un expert.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de la sélection des projets, les formateurs et conférenciers répondent aux conditions de diplômes ou de titres équivalents, le cas échéant d'expérience probante, et de compétences pédagogiques et présentant un lien avec l'objet de la formation.

En application l'alinéa 1<sup>er</sup>, le formateur ou, le cas échéant, le conférencier :

1° en cas de formations théoriques, détient une expérience en matière de formation et communication, le cas échéant, s'engage à suivre une formation en la matière dans l'année qui suit l'entrée en fonction en tant que formateur;

2° en cas de leçons théoriques, démontre les compétences techniques en lien avec l'objet de la formation, soit par la détention d'un titre ou d'un certificat reconnu par les autorités compétentes dans ces matières soit par le vécu d'une expérience pratique probante en apiculture d'une durée minimale de cinq ans, formation de base comprise ou d'une expérience pratique de minimum sept ans;

3° en cas de leçons pratiques, possède une expérience pratique probante en apiculture d'une durée minimale de cinq ans, formation de base comprise ou sept années de pratique apicole.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, l'expérience probante est démontrée par toute voie de droit et conformément aux documents sollicités dans l'appel à projets disponibles auprès de l'Administration sur demande.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les formateurs et les conférenciers qui démontrent avoir déjà donné des formations dans le domaine concerné par les formations ou les conférences peuvent être réputés avoir les aptitudes pédagogiques nécessaires à l'exercice de la fonction, après introduction d'une demande argumentée auprès de l'Administration et d'un avis favorable de l'Administration.

§ 2. Les formateurs théoriques figurant dans les projets admissibles visés au paragraphe 1<sup>er</sup> présentant les aptitudes requises sont automatiquement reconnus en qualité de conférenciers apicoles pour une durée maximale de 3 ans conformément à l'article D.6 du Code.

Une demande de reconnaissance en tant que conférencier peut être introduite auprès de l'Administration par quiconque présentant les aptitudes requises selon la procédure décrite sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

La demande de reconnaissance comprend les éléments permettant de démontrer que les exigences du paragraphe 1<sup>er</sup> sont rencontrées.

L'expérience probante est démontrée par toute voie de droit et conformément aux documents sollicités dans les appels à projets disponibles auprès de l'Administration sur demande.

L'Administration procède à l'examen de la demande d'agrément et, le cas échéant, requiert du candidat des justifications supplémentaires.

L'Administration soumet une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément à l'approbation du Ministre, au plus tard dans les trente jours qui suivent la réception de la demande d'agrément.

L'Administration notifie la décision du Ministre au demandeur dans les dix jours qui suivent la date de la décision.

L'Administration tient à jour une liste des conférenciers, ou le cas échéant de formateurs, apicoles reconnus qu'elle publie sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

§ 3. Le Ministre agréé les formateurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les modalités qu'il détermine.

§ 4. En cas de candidatures insuffisantes pour répondre aux besoins de formation, le Ministre peut, sur demande dûment motivée introduite par le centre de formation, déroger aux conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, le centre de formation fait suivre par le personnel concerné, dans l'année qui suit son entrée en fonction, les formations nécessaires à l'acquisition des connaissances et compétences requises pour assurer la formation.

Le Ministre peut préciser les formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et leurs modalités d'organisation.

§ 5. Le centre de formation apicole veille à disposer de formateurs répondant aux conditions déterminées dans le cadre de l'appel à projets en vue d'assurer le déroulement des formations pour lequel il a été sélectionné.

**Art. 19.** Le Ministre sélectionne des projets visés à l'article 14 dans les trois mois du lancement de l'appel à projets.

En ce qui concerne le premier appel à projets mené en 2016, le Ministre se prononce dans un délai d'un mois qui suit la clôture de l'appel à projets.

Le Ministre peut compléter les procédures de sélection visées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, et ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales à l'appel à projets, ainsi que la liste des documents à joindre.

**Art. 20.** Seuls les dossiers des centres de formation apicole ayant répondu favorablement aux conditions d'admissibilité visées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sont examinés pour le respect des conditions mentionnées à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Le centre de formation apicole admissible peut introduire des dossiers dans le cadre d'appels à projets lancés dans les deux années civiles qui suivent la décision selon une procédure simplifiée déterminée par le Ministre. Cette procédure simplifiée garantit annuellement que le centre de formation respecte les conditions d'admissibilité.

L'Administration pondère, pour chaque activité de formation soumise à l'appel à projets, les critères de sélection et réalise, sur cette base et après avis du comité d'avis et du comité de sélection, un classement des projets sélectionnés.

Le Ministre définit la procédure de sélection. Il peut fixer un nombre maximal de projets de cours de spécialisation éligibles aux subventions.

Le Ministre établit la liste des bénéficiaires des subventions sur la base du classement établi par l'Administration visé à l'alinéa 3.

Les projets de cours en ce compris les cours de spécialisation retenus en vertu des critères visés à l'alinéa 3 mais non sélectionnés pour élargir aux subventions, peuvent voir leurs cours sanctionnés par le certificat visé à l'article 10, alinéa 3, à condition que la cotation octroyée au projet de cours, lors de l'analyse lors de la procédure de sélection soit supérieure à la côte d'exclusion, qu'ils se soumettent aux contrôles visés à l'article 34 et transmettent le rapport visé à l'article 30, § 4.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Est exclue du bénéfice des subventions :

1<sup>o</sup> la personne physique ou morale poursuivant, par son activité de formation professionnelle, un but publicitaire ou commercial;

2<sup>o</sup> l'activité de formation qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, si d'autres subventions publiques couvrent partiellement le financement de l'activité, le centre de formation dont le projet a été sélectionné peut bénéficier de subventions pour le solde du financement de son projet.

§ 2. Le centre de formation peut réclamer une participation aux frais à charge des participants pour autant que l'organisation de formation ne donne pas lieu à des bénéfices dans le chef du centre de formation. La participation aux frais couvre une partie raisonnable et proportionnelle des frais généraux générés par son activité de formation non couverts par des subventions.

§ 3. Le Ministre peut imposer et fixer une participation aux frais minimum à charge des participants.

Sous-section 2. — Les conditions d'octroi des subventions liées à l'organisation des conférences

**Art. 22.** Le Ministre détermine un nombre annuel maximal de conférences éligibles aux subventions régionales par association apicole ou centre de formation apicole.

**Art. 23.** Le programme et le budget prévisionnel annuels des conférences organisées sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne sont introduits auprès du service par les fédérations apicoles provinciales et l'Union royale des Ruchers wallons. La date pour laquelle ces éléments sont introduits est fixée par le Ministre.

L'Administration fixe un canevas de rédaction du programme et du budget prévisionnel.

Le Ministre approuve le programme et le budget prévisionnel associé.

Le Ministre définit les modalités d'introduction des demandes de subvention, y compris les informations liées au programme prévisionnel.

**Art. 24.** Les conférenciers répondent aux conditions de diplômes ou de titres équivalents, le cas échéant d'expérience probante, telles que déterminées par le Ministre et présentant un lien avec l'objet des conférences.

Le Ministre précise l'expérience probante visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et agréé les conférenciers.

Section 2. — Les modalités d'octroi des subventions

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Les modalités d'octroi des subventions liées à l'organisation des cours

**Art. 25.** Le centre de formation apicole sélectionné dans le cadre d'appel à projets bénéficie de subventions dont les montants sont établis dans les limites fixées par le Ministre.

**Art. 26.** Les subventions accordées aux centres de formation apicole comprennent les rémunérations des formateurs théoriques et pratiques ainsi que les frais de fonctionnement inhérents à l'organisation des cours et au fonctionnement du centre de formation.

Le Ministre peut fixer, par type de cours visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, un montant global maximum pour les subventions octroyées par projet aux centres de formation.



Les subventions accordées pour couvrir les rémunérations des formateurs sont plafonnées à 43 euros par heure de cours théorique ou pratique. Les frais de déplacement des formateurs dispensant des cours théoriques peuvent être couverts par la subvention selon des modalités définies par le Ministre.

Le Ministre définit les dépenses éligibles au titre des frais de fonctionnement mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les modalités d'octroi des subventions aux centres de formation.

En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, les montants mentionnés aux aliéna 1<sup>er</sup>, 2 et 3 sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant ledit montant par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2015.

#### Sous-section 2. — Les modalités d'octroi des subventions liées à l'organisation des conférences

**Art. 27.** L'association apicole reprise dans le programme de conférences visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, bénéficie de subventions dont les montants sont établis dans les limites fixées par le Ministre.

**Art. 28.** Les subventions accordées aux associations apicoles comprennent les rémunérations des conférenciers ainsi que les frais de fonctionnement inhérents à l'organisation des conférences.

Les subventions accordées pour couvrir les rémunérations des conférenciers sont plafonnées à 43 euros par heure de conférence.

Le Ministre définit les modalités d'octroi des subventions aux associations apicoles.

En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, le montant mentionné aux aliéna 1<sup>er</sup> et 2, sur la base de l'indice santé en base 2013, en multipliant ledit montant par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2015.

#### Section 3. — Le paiement des subventions

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Le paiement des subventions liées à l'organisation des cours

**Art. 29.** Les subventions octroyées en application de l'article 26, sont versées intégralement aux centres de formation apicole.

Les centres de formation apicole sont responsables de leur répartition entre les divers ayants-droit et bénéficiaires.

**Art. 30.** L'Administration assure la gestion et le contrôle administratif et financier des subventions visées à l'article 26 et constate les paiements indus.

L'Administration paie les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour les cours d'initiation organisés en dehors des cours de base, le centre de formation apicole transmet à l'Administration, au plus tard dans les soixante jours suivant la fin de chaque cours, un rapport sur le cours effectivement dispensé, dont le modèle est déterminé par l'Administration et publié sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Pour les cours de base, le centre de formation apicole transmet à l'Administration, pour chaque tranche de maximum douze mois de cours et au plus tard dans les soixante jours suivant la fin de ladite tranche, un rapport sur le programme de cours effectivement dispensé, dont le modèle est déterminé par l'Administration et publié sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Pour les cours de spécialisation, le centre de formation apicole transmet au service, au plus tard dans les soixante jours suivant la fin de chaque cours, un rapport sur le cours effectivement dispensé, dont le modèle est déterminé par l'Administration et publié sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Le Ministre définit les modalités de liquidation des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux centres de formation apicole.

Les bénéficiaires de subvention introduisent une déclaration de créance annuelle auprès de l'Administration selon les modalités définies par le Ministre.

**Art. 31.** Lorsqu'une formation n'a pas été organisée entièrement en raison d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le centre de formation apicole peut prétendre au montant de la subvention qu'il peut justifier pour la partie de formation qui a pu être organisée.

##### Sous-section 2. — Le paiement des subventions liées à l'organisation des conférences

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les associations apicoles œuvrant au minimum à l'échelon provincial, couvrant ensemble l'entière du territoire de la Région wallonne et répondant à des conditions particulières définies à l'alinéa 2, peuvent gérer et liquider des subventions octroyées aux associations apicoles pour l'organisation de conférences.

Pour la gestion de subventions liées à l'organisation de conférences, l'association apicole œuvrant au minimum à l'échelon provincial:

1° est constituée en association sans but lucratif ou en union professionnelle;

2° présente un secrétariat présentant toute garantie pour une gestion adéquate des subventions octroyées aux associations apicoles dont elle a la tutelle pour l'organisation de conférences;

3° a des activités qui couvrent au minimum une zone, en Région wallonne, correspondant à une province.

§ 2. Les subventions octroyées en application de l'article 28 sont versées intégralement aux associations apicoles par l'intermédiaire des associations apicoles œuvrant au minimum à l'échelon provincial telles que définies au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une association apicole non couverte par une association apicole œuvrant au minimum à l'échelon provincial peut, sur demande motivée introduite auprès de l'Administration, se voir attribuer directement une subvention pour l'organisation de conférences.

Le Ministre définit les conditions et modalités particulières pouvant mener à la dérogation visée à l'alinéa 2.

§ 3. Les associations apicoles définies au paragraphe 1<sup>er</sup> sont responsables de la répartition des subventions visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, entre les divers ayants-droit et bénéficiaires et de leur bonne utilisation aux fins de l'organisation de conférences au sens de l'article 13, alinéa 2.

**Art. 33.** L'Administration assure la gestion et le contrôle administratif et financier des subventions visées à l'article 28 et constate les paiements indus.

L'Administration paie les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les associations apicoles œuvrant au minimum à l'échelon provincial, pour la gestion des subventions liées aux conférences, transmettent à l'Administration, dans les soixante jours suivant le terme de la dernière conférence, un rapport sur les conférences effectivement réalisées et relevant de leur gestion, dont le modèle est déterminé par l'Administration et publié sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

Le Ministre définit les modalités de liquidation des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> aux associations apicoles agréées de même que les modalités d'introduction des déclarations de créance.

#### CHAPITRE IV. — *Le contrôle*

**Art. 34.** Le contrôle et la surveillance du respect des dispositions du présent arrêté sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et aux recyclages professionnels.

L'Inspection sociale vérifie au minimum que le centre de formation apicole dispose des capacités appropriées en termes de qualification du personnel et de formation régulière pour mener à bien leur mission.

En vue d'exercer sa mission dans le cadre du présent arrêté, le représentant de l'Administration peut assister au déroulement des formations, des conférences et des examens.

#### CHAPITRE V. — *Les sanctions et le recours*

**Art. 35.** Un centre de formation dont il est établi qu'il a créé artificiellement les conditions requises en vue de sa sélection dans le cadre de l'appel à projets visé à l'article 14, est exclu du bénéfice des subventions visées aux articles 26 et 28.

**Art. 36.** Lorsque le centre de formation apicole ou l'association apicole ne respecte pas ses obligations prévues par le Code et par le présent arrêté, la part de la subvention qui lui est due est diminuée proportionnellement à la gravité du non-respect de ces obligations et aux conséquences financières de l'irrégularité.

Le Ministre peut préciser le mode de calcul de la diminution visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 37.** Conformément à l'article D.17 du Code, la personne concernée par une décision prise en vertu du présent arrêté dispose de 30 jours ouvrables pour introduire un recours auprès de l'Administration.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

**Art. 38.** A l'article 19, § 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, les mots « jours ouvrables » sont remplacés par le mot « jours ».

**Art. 39.** Les centres de formation apicole organisant des cours de base sur deux ans, pour lesquels l'organisation d'une première année de cours se terminant au plus tard au 31 août 2016 a été approuvée par le Ministre avant le 31 décembre 2015, peuvent organiser une seconde année de cours éligible à une subvention.

Le Ministre détermine les critères permettant aux activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> d'émerger à une subvention.

**Art. 40.** Les centres de formation apicole organisant des cours de base sur deux ans qui organisent une première année de cours non subsidiée ayant débuté entre le 1<sup>er</sup> septembre 2015 et l'entrée en vigueur du présent arrêté et se terminant au plus tard au 31 août 2016, peuvent organiser une seconde année de cours éligible à une subvention.

Le Ministre détermine les critères permettant aux activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> d'émerger à une subvention.

**Art. 41.** Par dérogation à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, pour l'appel à projets organisé durant l'année 2016, le centre de formation apicole peut :

1<sup>o</sup> être constitué en union professionnelle bénéficiant d'une personnalité juridique;

2<sup>o</sup> gérer et superviser l'organisation de plus d'un cours de base, y compris des projets dont la mise en œuvre opérationnelle est effectuée par des groupements de personnes physiques sans personnalité juridique;

3<sup>o</sup> organiser des cours d'initiation relatif à l'année scolaire 2016-2017 et 2017-2018.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le centre de formation apicole est l'interlocuteur de l'Administration pour ce qui est de la gestion des subventions octroyées pour les différents cours de base.

Le centre de formation apicole transfère intégralement les subventions visées à l'alinéa 2 aux ayants-droit et bénéficiaires et est responsable de leur bonne utilisation par les bénéficiaires sans personnalité juridique.

**Art. 42.** Par dérogation à l'article 32, pour l'appel à projets organisé durant l'année 2016, les associations apicoles peuvent, pour être agréées pour la gestion de subventions liées à l'organisation de conférences, être constituées en unions professionnelles bénéficiant d'une personnalité juridique.

**Art. 43.** Le Ministre peut prévoir des dispositions spécifiques pour l'appel à projets organisé durant l'année civile 2016 et les formations organisées durant les années apicoles 2015-2016 et 2016-2017.

**Art. 44.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203585]

## 16. JUNI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Ausbildung in Bienenzucht

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D. 4, D. 5, D. 6, D. 7, D. 9, D. 11, D. 12, D. 13, D. 14, D. 102, D. 103, D.105, D. 107, D. 108, D. 109, D. 110, D. 113, D. 114, D. 241, D. 242 und D. 243;

Aufgrund des am 12. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Februar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 18. Februar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 25. April 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.184/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass regelt in Anwendung der Verfassung eine in Artikel 127 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D. 3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

2° Bienenzüchtervereinigung: die Vereinigung, die in Form einer VoG oder einer Hobbyistenvereinigung nach Artikel D. 100 des Gesetzbuches gegründet worden ist und sich aus Bienenzüchtern zusammensetzt;

3° Ausbildungszentrum für Bienenzüchter: das in Artikel D. 105 des Gesetzbuches erwähnte Ausbildungszentrum, das Ausbildungen in Bienenzucht nach Artikel 4 und Artikel 11 § 2 des Gesetzbuches organisiert;

4° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

5° Referat: die Ausführungen, die sich auf einen spezifischen Bereich der Bienenzucht beziehen, gefolgt von einer Fragerunde, und die darauf abzielen, zur Weiterbildung der Bienenzüchter beizutragen;

6° Referent für Bienenzucht: der Ausbilder im Bereich der Bienenzucht, der theoretische Unterrichte erteilt oder Referate hält;

7° Grundausbildung: die Ausbildung, die durch die Organisation von praktischen und theoretischen Lehrgängen auf den Erwerb von Kenntnissen und Kompetenzen auf dem Gebiet der Bienenzucht abzielt, die ein für die Ausübung einer Tätigkeit im Bereich der Bienenzucht erforderliches Fundament an Grundwissen bilden;

8° Einführungslehrgang: das Bildungsmodell "Sensibilisierung für die Biene und die Bienenzucht", das vor der Grundausbildung organisiert wird und darauf abzielt, diese einzuführen, um so den Teilnehmern eine Orientierung zu bieten;

9° Spezialisierungslehrgang: die Ausbildung, die durch die Organisation von theoretischen und gegebenenfalls praktischen Lehrgängen im Hinblick auf die Professionalisierung einer Tätigkeit im Bereich der Bienenzucht auf die Entwicklung und Vertiefung der im Rahmen einer Grundausbildung erlangten Kenntnissen und Kompetenzen abzielt;

10° Sozialinspektion: die Direktion der Sozialinspektion der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

11° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

12° Teilnehmer: jede in Artikel D. 98 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 des Gesetzbuches erwähnte Person;

12° Bienenstand: alle Bienenstöcke, die sich an einem gegebenen Ort befinden.

Der Minister kann die in Absatz 1 angeführten Definitionen präzisieren.

KAPITEL II. — *Inhalt und Abschluss der Ausbildungen**Abschnitt 1. — Lehrgänge*Unterabschnitt 1. — *Ausbildungszentren*

**Art. 3** - Die Einführungslehrgänge, die Lehrgänge der Grundausbildung und die Spezialisierungslehrgänge werden von allen Ausbildungszentren für Bienenzüchter organisiert, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region Ausbildungen organisieren und die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° als Vereinigung ohne Erwerbszweck gebildet worden sein;

2° ein eigenes ständiges pädagogisches Team aufweisen, das aus wenigstens drei natürlichen Personen besteht - zu denen ein Referent für Bienenzucht gehört -, die wenigstens fünf Jahre imkerliche Praxis, einschließlich der Grundausbildung, oder sieben Jahre imkerliche Praxis aufweisen.

**Art. 4** - Für die Organisation der praktischen Lehrgänge im Rahmen einer Grundausbildung verfügt das Ausbildungszentrum über einen Lehrbienenstand, der spezifisch diesen Lehrgängen vorbehalten ist.

Im Rahmen der am Lehrbienenstand erteilten praktischen Lehrgänge kommt auf neun Teilnehmer wenigstens ein Ausbilder.

Der Bienenstand zählt wenigstens einen Bienenstock für drei angemeldete Teilnehmer.

**Art. 5** - Für die Organisation des praktischen Lehrgangs im Rahmen eines Einführungslehrgangs verfügt das Ausbildungszentrum über einen Bienenstand und eine Anzahl Ausbilder, die gewährleisten, dass die in Artikel 4 Absatz 2 und Absatz 3 angeführten Mindestnormen für die Betreuung eingehalten werden.

Der Minister legt die in Absatz 1 erwähnten Sonderbedingungen fest.

#### Unterabschnitt 2. — Inhalt der Lehrgänge

**Art. 6.** § 1 - Der Minister bestimmt die inhaltlichen Mindestanforderungen an die Programme des Einführungslehrgangs und der Grundausbildung.

§ 2. Der Minister bestimmt die Mindest- und Höchstdauer der in Paragraph 1 erwähnten Programme sowie die Mindestanzahl der täglich erteilten Unterrichtsstunden.

**Art. 7** - Der Minister kann für die in Artikel 3 erwähnten Lehrgänge eine Mindestteilnehmerzahl festlegen.

Die Verwaltung verringert den Betrag der kraft des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen verhältnismäßig zur Anzahl fehlender Teilnehmer unter Berücksichtigung der vom Minister kraft Absatz 1 bestimmten Mindestanzahl von Teilnehmern an den Ausbildungslehrgängen.

#### Unterabschnitt 3. — Anmeldung, Prüfung, Zeugnis und Nachweis

**Art. 8** - Der Minister kann die Bedingungen festlegen, die für die Anmeldung der Teilnehmer an den Ausbildungslehrgängen zu erfüllen sind.

Um Zugang zur Grundausbildung zu erhalten, hat der Teilnehmer vorab einen Einführungslehrgang absolviert.

Die Verwaltung kann einen Anwesenheitsnachweis für einen Einführungslehrgang ausstellen, unter der Bedingung, dass der Teilnehmer bei mindestens achtzig Prozent der Unterrichtsstunden des gesamten Zyklus anwesend war.

Um zu einem Spezialisierungslehrgang zugelassen zu werden, muss der Teilnehmer die Grundausbildung erfolgreich abgelegt haben oder eine imkerliche Erfahrung von wenigstens drei Jahren aufweisen.

**Art. 9.** § 1 - Die Grundausbildung wird durch eine Prüfung abgeschlossen.

Die Prüfung bezieht sich auf theoretische und praktische Inhalte nach einem Muster oder einer gemeinsamen Prüfung, die jeweils von der Verwaltung ausgearbeitet und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht werden.

Um die Ergebnisse der Prüfung zu validieren, muss der Teilnehmer, der an der Grundausbildung teilnimmt, bei mindestens achtzig Prozent der Stunden des gesamten Zyklus anwesend sein. In Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände kann der Minister von diesem Prozentsatz abweichen.

§ 2. Um die Prüfung zu bestehen, muss der Teilnehmer in den theoretischen und praktischen Inhalten eine durch den Minister festgelegte Mindestpunktzahl erzielen.

Wenn der Teilnehmer die Prüfung besteht, erhält er ein vom Minister oder dessen Stellvertreter unterzeichnetes Zeugnis.

**Art. 10** - Der Spezialisierungslehrgang wird durch eine Prüfung abgeschlossen.

Die Prüfung besteht darin, zu prüfen, ob der Teilnehmer die betreffenden Kenntnisse und Fähigkeiten erworben hat.

Wenn der Teilnehmer die Prüfung besteht, erhält er ein vom Minister oder dessen Stellvertreter unterzeichnetes Zeugnis.

**Art. 11** - Der Minister bestimmt das Muster für das in Artikel 9 § 2 Absatz 2 und in Artikel 10 Absatz 3 erwähnte Zeugnis.

**Art. 12.** § 1 - Jeder Teilnehmer bewertet die Qualität der Grundausbildung nach deren Abschluss.

Die in Absatz 1 erwähnte Bewertung wird anhand eines elektronischen Formulars durchgeführt, dass von der Verwaltung auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht wird.

Das Ausfüllen des Bewertungsformulars und dessen Einreichen bei der Verwaltung erfolgen elektronisch innerhalb von sechzig Tagen nach Abschluss des betreffenden Ausbildungsjahres.

§ 2. Jeder Teilnehmer bewertet die Qualität des Spezialisierungslehrgangs nach dessen Abschluss.

Paragraph 1 ist auf die in Absatz 1 angeführte Bewertung anwendbar.

§ 3. Das in Artikel 9 § 2 Absatz 2 und in Artikel 10 Absatz 3 erwähnte Zeugnis kann nur ausgestellt werden, insofern die Verwaltung die in Artikel 12 § 1 oder § 2 angeführte Bewertung erhalten hat.

#### Abschnitt 2. — Referate

**Art. 13** - Die Ausbildungszentren für Bienenzüchter und die Bienenzüchtervereinigungen können Referate im Bereich der Bienenzucht organisieren.

Durch diese Referate wird die Weiterbildung der Imker gewährleistet, ungeachtet dessen, ob sie das in Artikel 9 § 2 Absatz 2 erwähnte Zeugnis besitzen oder nicht.

Der Minister bestimmt die Mindestanzahl an Stunden, die im Rahmen eines Referats erteilt werden.

### KAPITEL III. — Finanzierung

#### Abschnitt 1. — Gewährungsbedingungen der Zuschüsse

Unterabschnitt 1. — Gewährungsbedingungen der Zuschüsse für die Durchführung der Lehrgänge

**Art. 14** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel führt der Minister wenigstens einmal jährlich einen Aufruf zur Einreichung von Projekten durch, um jene Ausbildungsaktivitäten auszuwählen, die die in den Artikeln D. 11, D. 12, D. 13 und D. 14 des Gesetzbuches angeführten Ziele erfüllen.

**Art. 15.** § 1 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Organisation der Projektaufträge. Diese Modalitäten sehen folgendes vor:

1° das Datum des jährlichen Projektauftrags;

2° die Veröffentlichung des Projektauftrags auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft;

3° das Datum, an dem die Akten eingereicht werden müssen, nachdem die Projektaufträge eingeleitet worden sind.



§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1 kann der Projektaufruf je nach geographischen Gebieten und der Bevölkerungsdichte in Teilaufufe unterteilt werden, um eine gute Abdeckung der wallonischen Region zu gewährleisten.

§ 3. Ein Ausbildungszentrum unterbreitet einen einzigen Lehrgang pro Projektaufruf.

Eine Grundausbildung kann gemeinsam mit einem Einführungslehrgang organisiert werden.

**Art. 16.** § 1 - Die Auswahl der Projekte erfolgt durch:

1° die Prüfung der Einhaltung der Zulässigkeitsbedingungen in Bezug auf die materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel, über die das Ausbildungszentrum verfügt, und die zu seiner Lebensfähigkeit und zur guten Abwicklung der Ausbildungslehrgänge notwendig sind, sowie in Bezug auf die administrative und finanzielle Verwaltung und das Humanressourcen-Management des Ausbildungszentrums;

2° die Prüfung der Relevanz der Ausbildungen im Hinblick auf die in Artikel D.97 des Gesetzbuches genannten Zielsetzungen und die im Gebiet identifizierten Ausbildungsbedürfnisse im Bereich der Bienenzucht sowie der pädagogischen Qualität der Lehrgänge, einschließlich deren Inhalts, der pädagogischen Methoden und der Kompetenz der Ausbilder und Referenten.

§ 2. Im Rahmen der Prüfung der in Paragraph 1 Ziffer 1 angeführten Zulässigkeitsbedingungen umfassen die der Verwaltung übermittelten Dokumente:

1° die Bezeichnung des Zentrums, seine Kontaktangaben und seine Rechtsform;

2° die Vorstellung der Struktur und des in Artikel 3 Ziffer 2 erwähnten pädagogischen Teams;

3° die Beschreibung der materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel und Ressourcen, die für ein ordnungsgemäßes Wirken des Ausbildungszentrums erforderlich sind, einschließlich:

a) einer Beschreibung der technischen und logistischen Mittel sowie des Lehrmaterials für die Organisation der Aktivitäten des Ausbildungszentrums;

b) einer Liste des Personals, das für die ordnungsgemäße Verwaltung des Ausbildungszentrums erforderlich ist, einschließlich auf dem Gebiet der Betreuung und der Koordinierung der Ausbildungsaktivitäten;

c) eines Haushaltsvoranschlags für die geplanten Ausbildungsaktivitäten;

d) falls das Zentrum bereits Ausbildungen im Rahmen eines Projektaufrufs organisiert hat, des Tätigkeitsberichts der bei diesem Projektaufruf organisieren Kurse sowie die Bilanz und die Ergebnisrechnungen der Jahre, in denen Kurse organisiert wurden;

e) der Kopie der Bescheinigung über den Abschluss einer Haftpflichtversicherung, die insbesondere jede Gefahr, die von dem Teilnehmer ausgeht oder der dieser ausgesetzt ist, abdeckt.

Den in Absatz 1 erwähnten Dokumenten können auf Anfrage der Verwaltung die folgenden Dokumente beigefügt werden, die ermöglichen, die Bedingungen bezüglich der Einstellung des Ausbilders und des Referenten zu prüfen:

1° der verlangte Titel, das verlangte Zeugnis oder das verlangte Diplom nach Artikel 18 § 1 Absatz 2 Ziffer 1, 2 und 3 und gegebenenfalls den Beweis einer nachgewiesenen Erfahrung;

2° eine Erklärung auf Ehrenwort betreffend entweder seine aktuellen Kenntnisse in den Themenbereichen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung stehen, oder betreffend seine Verpflichtung, Ausbildungen zu absolvieren.

Falls die Verwaltung ihr Einverständnis erteilt, wird das Ausbildungszentrum von der Auflage befreit, die in Absatz 1 erwähnten Dokumente zu übermitteln, über die die Verwaltung oder die Sozialinspektion bereits verfügen oder über eine Datenbank aus authentischen Datenquellen verfügen können.

§ 3. Der Minister wählt die Projekte nach von ihm bestimmten Kriterien so aus, dass die pädagogische Qualität der Lehrgänge und eine optimale Abdeckung des Gebiets der wallonischen Region gewährleistet ist.

**Art. 17.** § 1 - Ab 2017 setzt sich der begutachtende Ausschuss, der damit beauftragt wird, ein nicht verbindliches Gutachten zu den Projekten abzugeben, zusammen aus einem Vertreter:

1° des Ministers;

2° der Verwaltung;

3° des Wallonischen Zentrums für agronomische Forschung ("Centre wallon de recherches agronomiques");

4° jeder der Imkereiverbände der Provinzen;

5° der "Union royale des Ruchers wallons";

6° der "Union des Fédérations Wallonie-Bruxelles";

7° des CARI.

§ 2. Ab 2016 setzt sich der Ausschuss, der damit beauftragt ist, auf der Grundlage des Gutachtens des begutachtenden Ausschusses die Projekte auszuwählen, zusammen aus einem Vertreter:

1° des Ministers;

2° der Verwaltung;

3° des Wallonischen Zentrums für agronomische Forschung.

§ 3. Kein Mitglied nimmt an den Tagungen des begutachtenden Ausschusses oder des Auswahlausschusses teil, wenn seine persönlichen Interessen oder diejenigen der Einrichtung, die er vertritt, mit der Aufgabe des in Absatz 1 genannten Ausschusses in Konkurrenz treten könnten.

Der begutachtende Ausschuss oder der Auswahlausschuss kann von ihm frei gewählte Sachverständige im Rahmen einer Beratungsfunktion zur Teilnahme an seinen Arbeiten einladen und kann das Gutachten jeder weiteren unabhängigen natürlichen oder juristischen Person einholen. Ist ein anderes Mitglied des begutachtenden Ausschusses als der Vertreter des Ministers oder der Verwaltung aus einem der in Absatz 2 erwähnten Gründe nicht in der Lage, an den Sitzungen des begutachtenden Ausschusses teilzunehmen, kann er durch einen Sachverständigen ersetzt werden.

**Art. 18.** § 1 - Im Rahmen der Auswahl der Projekte genügen die Ausbilder und die Referenten den Bedingungen in Sachen Diplome oder gleichwertige Titel, ggf. in Sachen nachgewiesene Erfahrung, und in Sachen pädagogische Fähigkeiten in Zusammenhang mit dem Gegenstand des Lehrgangs.

In Anwendung von Absatz 1 erfüllt der Ausbilder oder gegebenenfalls der Referent folgende Bedingungen:

1° im Falle von theoretischen Lehrgängen besitzt er eine Erfahrung im Bereich der Ausbildung und der Kommunikation und er verpflichtet sich gegebenenfalls im Laufe des Jahres nach seinem Arbeitsantritt als Ausbilder eine Ausbildung in diesem Bereich zu absolvieren.

2° im Falle von theoretischen Unterrichtsstunden beweist er die technischen Fähigkeiten im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung entweder durch den Besitz eines von den in diesem Bereich zuständigen Behörden anerkannten Titels oder Zeugnisses, oder durch eine nachgewiesene praktische Erfahrung im Bereich der Bienenzucht von wenigstens fünf Jahren einschließlich der Grundausbildung oder durch eine praktische Erfahrung von sieben Jahren;

3° im Falle von praktischen Unterrichtsstunden besitzt er eine nachgewiesene praktische Erfahrung im Bereich der Bienenzucht von wenigstens fünf Jahren einschließlich der Grundausbildung oder eine praktische Erfahrung von sieben Jahren im Bereich der Bienenzucht.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 wird die nachgewiesene Erfahrung durch jegliches Rechtsmittel belegt und zwar gemäß den im Projektaufruf verlangten Dokumenten, die bei der Verwaltung auf Anfrage erhältlich sind.

In Abweichung von Artikel 1 Ziffer 1 kann für die Ausbilder und die Referenten, die den Beweis erbringen, dass sie bereits Ausbildungen in den die Ausbildungen oder Referate betreffenden Fachbereichen erteilt haben, davon ausgegangen werden, dass sie in diesen Bereichen die für die Ausübung ihrer Tätigkeit erforderlichen pädagogischen Fähigkeiten besitzen, nachdem sie diesbezüglich einen begründeten bei der Verwaltung eingereicht haben und diese ein entsprechendes günstiges Gutachten abgegeben hat.

§ 2. Die Ausbilder für die theoretischen Kurse der in Paragraph 1 erwähnten zulässigen Projekte, die über die entsprechenden Fähigkeiten verfügen, werden gemäß Artikel D.6 des Gesetzbuches automatisch als Referenten für Bienenzucht anerkannt und zwar für eine Höchstdauer von drei Jahren.

Ein Antrag auf Anerkennung als Referent kann von allen Personen, die über die entsprechenden Fähigkeiten verfügen, nach dem auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft beschriebenen Verfahren eingereicht werden.

Der Antrag auf Anerkennung umfasst die Angaben, anhand deren belegt werden kann, dass die Anforderungen von Paragraph 1 erfüllt sind.

Die nachgewiesene Erfahrung wird durch jegliches Rechtsmittel belegt und zwar gemäß den im Projektaufruf verlangten Dokumenten, die bei der Verwaltung auf Anfrage erhältlich sind.

Die Verwaltung prüft den Zulassungsantrag und fordert gegebenenfalls von der Person, die sich um die Zulassung bewirbt, zusätzliche Belege.

Die Verwaltung legt dem Minister innerhalb von höchstens dreißig Tagen nach Eingang des Zulassungsantrags einen begründeten Vorschlag zur Gewährung oder Verweigerung der Zulassung zur Genehmigung vor.

Die Verwaltung teilt dem Antragsteller die Entscheidung des Ministers innerhalb von zehn Tagen nach dem Datum dieser Entscheidung mit.

Die Verwaltung führt eine Liste der zugelassenen Referenten - oder gegebenenfalls der zugelassenen Ausbilder - im Bereich der Bienenzucht, die sie stets in ihrer letzten Fassung auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

§ 3. Der Minister erteilt den in Absatz 1 angeführten Ausbildern die Zulassung nach von ihm bestimmten Modalitäten.

§ 4. Reicht die Zahl der Bewerbungen nicht aus, um den Ausbildungsbedarf zu decken, kann der Minister auf einen ordnungsgemäß begründeten, vom Ausbildungszentrum eingereichten Antrag, von den Bedingungen nach Paragraph 1 abweichen. In diesem Fall sorgt das Ausbildungszentrum dafür, dass die betroffenen Personalmitglieder im Jahr nach deren Amtsantritt an den Ausbildungen teilnehmen, die zum Erwerb der Kenntnisse und Fähigkeiten nötig sind, um die Ausbildung durchführen zu können.

Der Minister kann die Ausbildungen nach Absatz 1 sowie die Modalitäten für deren Organisation genauer bestimmen.

§ 5. Das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter trägt dafür Sorge, über Ausbilder zu verfügen, die den Bedingungen genügen, die im Rahmen des Projektaufrufs festgelegt wurden, um den guten Ablauf der Ausbildungen im Rahmen des Projektaufrufs, für welchen es auserwählt wurde, zu gewährleisten.

**Art. 19** - Der Minister wählt die in Artikel 14 genannten Projekte innerhalb von vier Monaten nach dem Einleiten des Projektaufrufs aus.

Was den ersten Projektaufruf des Jahres 2016 betrifft, fasst der Minister seinen Beschluss innerhalb einer Frist von einem Monat nach dem Abschluss des Projektaufrufs.

Der Minister kann die in Artikel 16 § 1 genannten Auswahlverfahren ergänzen und dem Projektaufruf zusätzliche, rein prozedurale Bedingungen, sowie die Liste der beizufügenden Dokumente, hinzufügen.

**Art. 20** - Zur Prüfung der Erfüllung der unter Artikel 16 § 1 Ziffer 2 angegebenen Bedingungen werden nur die Akten derjenigen Ausbildungszentren für Bienenzüchter untersucht, die die in Artikel 16 § 1 Ziffer 1 Zulässigkeitsbedingungen erfüllt haben.

Das zulässige Ausbildungszentrum für Bienenzüchter kann Akten einreichen im Rahmen von Projektaufrufen, die innerhalb von zwei Kalenderjahren nach dem Beschluss eingeleitet werden; dabei benutzen sie ein vom Minister festgelegtes vereinfachtes Verfahren. Dieses vereinfachte Verfahren garantiert jedes Jahr, dass das Ausbildungszentrum die Zulässigkeitsbedingungen erfüllt.

Die Verwaltung führt für jede Ausbildungsaktivität, die Gegenstand eines Projektaufrufs ist, eine Gewichtung der Auswahlkriterien durch und erstellt auf dieser Grundlage und nach Gutachten des begutachtenden Ausschusses und des Auswahl Ausschusses eine Rangfolge der berücksichtigten Projekte.

Der Minister bestimmt das Auswahlverfahren. Er kann eine Höchstanzahl der Projekte für Spezialisierungslehrgänge, für die Zuschüsse gewährt werden können, festlegen.

Der Minister bestimmt die Liste der Zuschussempfänger auf der Grundlage der von der Verwaltung in Absatz 3 erwähnten Rangfolge.

Für die Lehrgangprojekte einschließlich der auf der Grundlage der Kriterien nach Absatz 3 berücksichtigten Spezialisierungslehrgänge, die jedoch nicht auserwählt wurden, um bezuschusst zu werden, kann das in Artikel 10 Absatz 3 erwähnte Zeugnis gewährt werden, unter der Bedingung, dass die dem laufenden Projekt bei der Analyse im Rahmen des Auswahlverfahrens zugeteilte Punktzahl über der zum Ausschluss führenden Punktzahl liegt, dass sie sich den in Artikel 34 angeführten Kontrollen unterziehen und den in Artikel 30 § 4 erwähnten Bericht übermitteln.

**Art. 21.** § 1 - Werden vom Anspruch auf Zuschüsse ausgeschlossen:

1° die natürliche oder juristische Person, die durch ihre Aktivität im Bereich der Berufsausbildung einen Werbe- oder Geschäftszweck verfolgt;

2° die Aktivität der Berufsausbildung, die bereits vollständig von einer öffentlichen Behörde bezuschusst wird.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2, wenn andere öffentliche Zuschüsse die Finanzierung der Aktivität teilweise decken, kann das Ausbildungszentrum, dessen Projekt ausgewählt wurde, für die Finanzierung des Restbetrags seines Projekts Zuschüsse erhalten.

§ 2. Das Ausbildungszentrum kann von den Teilnehmern eine Kostenbeteiligung verlangen, unter der Bedingung, dass die Ausbildung keine Gewinne zugunsten des Ausbildungszentrums abwirft. Die Kostenbeteiligung deckt einen angemessenen und verhältnismäßigen Teil der allgemeinen Kosten in Verbindung mit der Aktivität der Ausbildung, die nicht durch Zuschüsse gedeckt werden.

§ 3. Der Minister kann zu Lasten der Teilnehmer eine Mindestkostenbeteiligung festlegen und diese auferlegen.

Unterabschnitt 2. — Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse in Verbindung mit der Organisation von Referaten

**Art. 22** - Der Minister bestimmt die jährliche Höchstzahl an für eine regionale Bezuschussung zulässigen Referaten pro Bienenzüchtervereinigung oder Ausbildungszentrum für Bienenzüchter.

**Art. 23** - Das Programm und der Haushaltsvoranschlags der auf dem Gebiet der Wallonischen Region organisieren Referate werden von den Imkereivereinigungen der Provinzen und der "Union royale des Ruchers wallons" bei der Dienststelle eingereicht. Die Frist für das Einreichen dieser Angaben wird durch den Minister bestimmt.

Die Verwaltung legt ein Musterdokument für das Erstellen des Programms und des Haushaltsvoranschlags fest.

Der Minister genehmigt das Programm und den diesbezüglichen Haushaltsvoranschlag.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für das Einreichen der Bezuschussungsanträge einschließlich der Angaben betreffend den Haushaltsvoranschlag.

**Art. 24** - Die Referenten genügen den Bedingungen in Sachen Diplome oder gleichwertige Titel und ggf. in Sachen nachgewiesene Erfahrung in Zusammenhang mit dem Gegenstand der Referate, so wie sie vom Minister festgelegt wurden.

Der Minister bestimmt die in Absatz 1 erwähnte nachgewiesene Erfahrung und erteilt den Referenten die Zulassung.

*Abschnitt 2. — Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse*

Unterabschnitt 1. — Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse in Verbindung mit der Organisation von Lehrgängen

**Art. 25** - Das im Rahmen des Projektaufrufs ausgewählte Ausbildungszentrum für Bienenzüchter hat Anspruch auf Zuschüsse, deren Beträge innerhalb der durch den Minister bestimmten Grenzen festgelegt werden.

**Art. 26** - Die den Ausbildungszentren für Bienenzüchter gewährten Zuschüsse umfassen die Entlohnung der Ausbilder für die theoretischen und praktischen Unterrichte sowie die Betriebskosten für die Organisation der Lehrgänge und den Betrieb des Ausbildungszentrums.

Der Minister ist befugt, pro Lehrgangstyp nach Artikel 6 § 1 einen globalen Höchstbetrag für die Zuschüsse zu bestimmen, die den Ausbildungszentren pro Projekt gewährt werden.

Die für die Entlohnung der Ausbilder gewährten Zuschüsse werden auf 43 Euro pro Unterrichtsstunde der theoretischen und praktischen Unterrichte begrenzt. Die Fahrtkosten der Ausbilder die die theoretischen Unterrichte leiten, können nach durch den Minister bestimmten Modalitäten durch den Zuschuss gedeckt werden.

Der Minister bestimmt die im Rahmen der in Absatz 1 erwähnten Betriebskosten zulässigen Ausgaben sowie die Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse zugunsten der Ausbildungszentren.

Je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln ist der Minister befugt, jedes Jahr im Januar die in den Absätzen 1, 2 und 3 angeführten Beträge auf der Grundlage des Gesundheitsindex (Basisindex: 2013) zu indexieren, indem diese Beträge mit dem Gesundheitsindex von Dezember des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex von Dezember 2015, multipliziert werden.

Unterabschnitt 2. — Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse in Verbindung mit der Organisation von Referaten

**Art. 27** - Die im Rahmen des Referatsprogramms nach Artikel 23 § 1 tätige Bienenzüchtervereinigung hat Anspruch auf Zuschüsse, deren Beträge innerhalb der durch den Minister bestimmten Grenzen festgelegt werden.

**Art. 28** - Die den Bienenzüchtervereinigungen gewährten Zuschüsse umfassen die Entlohnung der Referenten sowie die Betriebskosten für die Organisation der Referate.

Die für die Entlohnung der Referenten gewährten Zuschüsse werden auf 43 Euro pro Stunde eines Referats begrenzt.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse zugunsten der Bienenzüchtervereinigungen.

Je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln ist der Minister befugt, jedes Jahr im Januar den in den Absätzen 1, 2 und 3 angeführten Betrag auf der Grundlage des Gesundheitsindex (Basisindex: 2013) zu indexieren, indem dieser Betrag mit dem Gesundheitsindex von Dezember des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex von Dezember 2015, multipliziert wird.

*Abschnitt 3. — Zahlung der Zuschüsse*

Unterabschnitt 1. — Zahlung der Zuschüsse in Verbindung mit der Organisation von Lehrgängen

**Art. 29** - Die in Anwendung von Artikel 26 gewährten Zuschüsse werden den Ausbildungszentren für Bienenzüchter vollständig überwiesen.

Die Ausbildungszentren für Bienenzüchter sind für die Verteilung dieser Beträge unter den verschiedenen Berechtigten und Zuschussempfängern verantwortlich.

**Art. 30** - Die Verwaltung und die administrative und finanzielle Kontrolle der in Artikel 26 angeführten Zuschüsse wird durch die Verwaltung gewährleistet. Zudem stellt sie die ungeschuldet getätigten Zahlungen fest.

Die Verwaltung nimmt die Auszahlung der in Absatz 1 angeführten Zuschüsse vor.

Für die Einführungslehrgänge, die nicht im Rahmen der Grundausbildung organisiert werden, übermittelt das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter der Verwaltung spätestens innerhalb von sechzig Tagen nach dem Ende jedes Lehrgangs einen Bericht über den tatsächlich erteilten Lehrgang. Das Muster dieses Berichts wird von der Verwaltung bestimmt und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Für die Grundausbildung übermittelt das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter der Verwaltung für jeden Unterrichtszeitraum von maximal zwölf Monaten spätestens innerhalb von sechzig Tagen nach dem Ende des genannten Zeitraums einen Bericht über das tatsächlich erteilte Lehrgangsprogramm. Das Muster dieses Berichts wird von der Verwaltung bestimmt und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Für die Spezialisierungslehrgänge übermittelt das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter der Verwaltung spätestens innerhalb von sechzig Tagen nach dem Ende jedes Lehrgangs einen Bericht über den tatsächlich erteilten Lehrgang. Das Muster dieses Berichts wird von der Verwaltung bestimmt und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung der in Absatz 1 erwähnten Zuschüsse an die Ausbildungszentren für Bienenzüchter.

Die Zuschussempfänger reichen jährlich nach den durch den Minister bestimmten Modalitäten bei der Verwaltung eine Forderungsmeldung ein.

**Art. 31** - Wenn eine Ausbildung infolge eines Falls höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände nicht vollständig organisiert worden ist, darf das Ausbildungszentrum den Betrag des Zuschusses beanspruchen, den er für den Teil der Ausbildung, die organisiert werden konnte, rechtfertigen kann.

#### Unterabschnitt 2. — Zahlung der Zuschüsse in Verbindung mit der Organisation von Referaten

**Art. 32. § 1** - Die Bienenzüchtervereinigungen, die mindestens auf Ebene der Provinz tätig sind, die gemeinsam das gesamte Gebiet der wallonischen Region abdecken und die die in Absatz 2 festgelegten Sonderbedingungen erfüllen, können die den Bienenzüchtervereinigungen für die Organisation von Referaten gewährten Zuschüsse verwalten und auszahlen.

Für die Verwaltung der Zuschüsse im Rahmen der Organisation von Referaten erfüllt die mindestens auf Ebene der Provinz tätige Bienenzüchtervereinigung folgende Bedingungen:

1° sie ist eine Vereinigung ohne Erwerbszweck oder ein Berufsverband;

2° sie verfügt über ein Sekretariat, welches eine angemessene Verwaltung der den Bienenzüchtervereinigungen gewährten Zuschüsse gewährleistet, und über die sie die Aufsicht für die Organisation von Referaten hat;

3° sie führt Aktivitäten aus, die in der wallonischen Region wenigstens eine Zone abdecken, die einer Provinz entsprechen.

§ 2. Die in Anwendung von Artikel 28 gewährten Zuschüsse werden den Bienenzüchtervereinigungen über die Bienenzüchtervereinigungen nach § 1, die wenigstens auf Ebene der Provinz tätig sind, vollständig ausgezahlt.

In Abweichung von Absatz 1 kann einer Bienenzüchtervereinigung, für die keine der Bienenzüchtervereinigungen, die wenigstens auf Ebene der Provinz tätig sind, zuständig ist, auf einen bei der Verwaltung eingereichten begründeten Antrag direkt ein Zuschuss für die Organisation von Referaten gewährt werden.

Der Minister bestimmt die besonderen Bedingungen und Modalitäten, die zur der in Absatz 2 angeführten Abweichung führen können.

§ 3. Die in § 1 definierten Bienenzüchtervereinigungen sind verantwortlich für die Aufteilung der in § 2 Absatz 1 angeführten Zuschüsse unter die jeweiligen Berechtigten und Zuschussempfänger sowie für die sachgemäße Verwendung für die Organisation von Referaten nach Artikel 13 Absatz 2.

**Art. 33** - Die Verwaltung und die administrative und finanzielle Kontrolle der in Artikel 28 angeführten Zuschüsse wird durch die Verwaltung gewährleistet.

Die Verwaltung nimmt die Auszahlung der in Absatz 1 angeführten Zuschüsse vor.

Die Bienenzüchtervereinigungen, die für die Verwaltung der Zuschüsse im Zusammenhang mit den Referaten mindestens auf Ebene der Provinz tätig sind, übermitteln der Verwaltung innerhalb von sechzig Tagen nach Abschluss des letzten Referats einen Bericht über den tatsächlich organisierten Referate, die sie verwalten. Das Muster dieses Berichts wird von der Verwaltung bestimmt und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung der in Absatz 1 erwähnten Zuschüsse an die zugelassenen Bienenzüchtervereinigungen sowie die Modalitäten für das Einreichen der Schuldforderungen.

#### KAPITEL IV. — Kontrolle

**Art. 34** - Die Kontrolle und die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erfolgt in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der beruflichen Umschulung oder Nachschulung.

Die Sozialinspektion prüft mindestens, ob das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter über angemessene Fähigkeiten hinsichtlich der Qualifikation der Personalmitglieder und ihrer regelmäßigen Weiterbildung im Hinblick auf die Erfüllung ihrer Aufgaben verfügt.

§ 2. Zwecks der Erfüllung seiner Aufgabe im Rahmen des vorliegenden Erlasses kann der Vertreter der Verwaltung bei den Lehrgängen, Referaten und Prüfungen anwesend sein.

#### KAPITEL V. — Strafmaßnahmen und Beschwerdemittel

**Art. 35** - Ein Ausbildungszentrum wird vom Vorteil der in den Artikeln 26 und 28 genannten Zuschüsse ausgenommen, wenn festgestellt wird, dass es die Voraussetzungen für seine Auswahl im Rahmen des Projektauftrags nach Artikel 14 künstlich geschaffen hat.

**Art. 36** - Wenn das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter oder die Bienenzüchtervereinigungen die vom Gesetzbuch und vorliegendem Erlass vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht beachtet, wird der Teil des Zuschusses, der ihm geschuldet wird, entsprechend der Schwere der Verletzung dieser Verpflichtungen und deren finanziellen Folgen verringert.

Der Minister kann genauer angeben, wie die in Absatz 1 erwähnte Verringerung berechnet wird.

**Art. 37** - Gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches verfügt die Person, die Gegenstand einer auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses getroffenen Entscheidung ist, über dreißig Arbeitstage, um bei der Verwaltung eine Beschwerde einzureichen.



KAPITEL VI. — *Änderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 38** - In Artikel 19 § 2 Absatz 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor wird das Wort "Werktag" durch das Wort "Tag" ersetzt.

**Art. 39** - Die Ausbildungszentren für Bienenzüchter, die eine Grundausbildung organisieren, die sich über zwei Jahre erstreckt und für die die Organisation eines ersten spätestens am 31. August 2016 endenden Unterrichtsjahres durch den Minister vor dem 31. Dezember 2015 genehmigt worden ist, können ein zweites bezuschussbares Unterrichtsjahr organisieren.

Der Minister bestimmt die Kriterien, unter denen für die in Absatz 1 erwähnten Aktivitäten ein Zuschuss gewährt werden kann.

**Art. 40** - Die Ausbildungszentren für Bienenzüchter, die eine Grundausbildung organisieren, die sich über zwei Jahre erstreckt und die ein erstes Unterrichtsjahr organisieren, dass zwischen dem 1. September 2015 und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses begonnen hat und spätestens am 31. August 2016 endet, können ein zweites bezuschussbares Unterrichtsjahr organisieren.

Der Minister bestimmt die Kriterien, unter denen für die in Absatz 1 erwähnten Aktivitäten ein Zuschuss gewährt werden kann.

**Art. 41** - In Abweichung von Artikel 3 § 1 kann das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter für den 2016 durchgeführten Projektauftrag:

1° als Berufsverband mit Rechtspersönlichkeit gegründet sein;

2° die Organisation von mehr als einer Grundausbildung verwalten und überwachen, einschließlich der Projekte, deren operative Umsetzung durch Vereinigungen von natürlichen Personen ohne Rechtspersönlichkeit gewährleistet wird;

3° Einführungslehrgänge für die Schuljahre 2016-2017 und 2017-2018 durchführen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 ist das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter der Ansprechpartner der Verwaltung für Fragen in Bezug auf die Verwaltung der für die verschiedenen Grundausbildungen gewährten Zuschüsse.

Das Ausbildungszentrum für Bienenzüchter überträgt die in Absatz 2 genannten Zuschüsse vollständig auf die Berechtigten und Zuschussempfänger. Zudem ist das Zentrum verantwortlich für deren ordnungsgemäße Verwendung durch die Berechtigten ohne Rechtspersönlichkeit.

**Art. 42** - Für den 2016 organisierten Projektauftrag können die Bienenzüchtervereinigungen in Abweichung von Artikel 32 um für die Verwaltung der Zuschüsse im Zusammenhang mit der Organisation von Referaten zugelassen zu werden als Berufsverband mit Rechtspersönlichkeit gegründet sein.

**Art. 43** - Für den im Laufe des Kalenderjahres 2016 organisierten Projektauftrag und die in den Bienenjahren 2015-2016 und 2016 -2017 organisierten Ausbildungen kann der Minister spezifische Bestimmungen vorsehen.

**Art. 44** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juni 2016

Der Minister-Präsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

—————  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203585]

16 JUNI 2016. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de opleiding in de bijenteelt**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D. 4, D. 5, D. 6, D. 7, D. 9, D. 11, D. 12, D. 13, D. 14, D. 102, D. 103, D.105, D. 107, D. 108, D. 109, D. 110, D. 113, D. 114, D. 241, D. 242 en D. 243;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 2016;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 18 februari 2016;

Gelet op het rapport van 18 februari 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.184/4 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 ervan.

Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgedebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° de Administratie : de Administratie zoals bedoeld in artikel D.3, 3°, van het Wetboek;
  - 2° de vereniging voor bijenteelt: de vereniging, waarvan de juridische vorm een vzw is of en beroepsvereniging van liefhebbers bedoeld in artikel D. 100 van het Wetboek, samengesteld uit bijenhouders;
  - 3° het scholingscentrum voor bijenteelt: het scholingscentrum bedoeld in artikel D. 105 van het Wetboek, dat opleidingen in bijenteelt organiseert zoals bepaald in de artikelen 4 en 11, § 2, van het Wetboek;
  - 4° het Wetboek: het Waals Landbouwwetboek;
  - 5° de lezing: de uiteenzetting die betrekking heeft op een bepaald bijenonderwerp, gevolgd door een vraag- en antwoordgesprek en dat tot doel heeft om deel te nemen aan de voortgezette opleiding van de bijenhouders;
  - 6° de spreker inzake bijenteelt : de opleider inzake bijenteelt die de theoretische cursussen of de lezingen verstrekt;
  - 7° de basiscursus: de opleiding die het vergaren beoogt, door de organisatie van theoretische en praktische cursussen, van kennis en vaardigheden inzake bijenteelt, die een sokkel van basiskennis voor de uitoefening van een bijenactiviteit vormen;
  - 8° de initiatiecursus: de sensibiliseringsmodule inzake bijen en bijenteelt die, georganiseerd voorafgaand aan een basiscursus, laatstgenoemde gaat inleiden om de kandidaten deelnemers te oriënteren;
  - 9° de specialisatiecursus: de opleiding die de ontwikkeling en de diepere kennis beoogt, door de organisatie van theoretische en, desgevallend, praktische cursussen, van kennis en vaardigheden opgedaan in het kader van een basiscursus, met als doel de professionalisering van een activiteit inzake bijenteelt;
  - 10° de sociale inspectie: de Directie Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;
  - 11° de Minister: de Minister van Landbouw;
  - 12° de deelnemer : elke persoon bedoeld in artikel D.98, lid 1, 1°, 2°, 3°, 5°, van het Wetboek;
  - 13° de bijenstal: het geheel van de bijenstallen gelegen op een bepaalde plaats.
- De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

## HOOFDSTUK II. — *Inhoud en einde van de opleidingen*

### *Afdeling 1. — De cursussen*

#### Onderafdeling 1. — Scholingscentra

**Art. 3.** De initiatie-, basis- en specialisatiecursussen worden georganiseerd door elk scholingscentrum voor bijenteelt dat opleidingen op het grondgebied van het Waalse Gewest organiseert en dat aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° een eigen permanente pedagogische ploeg voordragen, samengesteld uit minstens drie natuurlijke personen, waaruit een spreker inzake bijenteelt, met minstens vijf jaar ervaring inzake bijenteelt, basisopleiding inbegrepen of zeven jaar ervaring inzake bijenteelt.

**Art. 4.** Voor de organisatie van de praktische cursussen i.v.m. een basiscursus beschikt het scholingscentrum over een pedagogische bijenstal die speciaal bestemd is voor deze cursussen.

De praktische cursussen verstrekt in de pedagogische bijenstal worden begeleid door minstens één opleider voor negen leerlingen.

De bijenstal telt minstens één bijenkorf voor drie ingeschreven leerlingen.

**Art. 5.** Voor de organisatie van de praktische cursus i.v.m. de initiatiecursus, beschikt het scholingscentrum over een bijenstal en over een aantal opleiders die ervoor zorgen dat aan de minimale begeleidingsnormen vermeld in artikel 4, tweede en derde lid, wordt tegemoet gekomen.

De Minister bepaalt de bijzondere voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

#### Onderafdeling 2. — Inhoud van de cursussen

**Art. 6.** § 1. De Minister bepaalt de minimale inhoud van het programma van de initiatiecursussen en de basiscursussen.

§ 2. De Minister bepaalt de minimale en de maximale duur van de in paragraaf 1 bedoelde opleidingsprogramma's, alsook het minimaal aantal gepresteerde uren per dag.

**Art. 7.** De Minister kan het minimum aantal ingeschrevenen voor de cursussen bedoeld in artikel 3 bepalen.

Een vermindering van het bedrag van de krachtens dit besluit toegekende steun wordt door de Administratie toegepast naar rata van het aantal ontbrekende deelnemers ten opzichte van het minimaal aantal ingeschrevenen voor de opleidingen dat krachtens het eerste lid door de Minister is bepaald.

#### Onderafdeling 3. — Inschrijving, examen, getuigschrift en attest

**Art. 8.** De Minister kan de eisen bepalen die de voorwaarden vaststellen voor de inschrijving van de deelnemers aan de opleidingen.

Om toegang te krijgen tot de basiscursus, moet de deelnemer eerst een initiatiecursus gevolgd hebben.

De Administratie kan een aanwezigheidsattest op een initiatiecursus verstrekken op voorwaarde dat de deelnemer de initiatiecursus tegen een ratio van minstens 80 % van de uren van de volledige cyclus gevolgd heeft.

Om toegang te hebben tot een specialisatiecursus, moet de deelnemer een basiscursus gevolgd hebben en ervoor geslaagd zijn of een ervaring van minstens drie jaar praktijk in de bijenteelt kunnen voorleggen.

**Art. 9.** § 1. De basiscursus wordt door een examen afgesloten.

Het examen heeft betrekking op theoretische en praktische vakken, volgens een patroon of een gemeenschappelijk examen opgesteld door de Administratie en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

Om de resultaten van het examen te valideren, volgt de deelnemer de basiscursussen tegen een ratio van minstens 80 % van de uren van de volledige cyclus. De Minister kan van dit percentage afwijken in de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheid.

§ 2. Het slagen voor het examen wordt onderworpen aan het verkrijgen, in de theoretische en praktische vakken, van een minimumcijfer bepaald door de Minister.

Indien de deelnemer voor het examen slaagt, krijgt hij een getuigschrift ondertekend door de Minister of zijn afgevaardigde.

**Art. 10.** De specialisatiecursus wordt door een examen afgesloten.

Het examen gaat het vergaren van de kennis en vaardigheden van de deelnemer na.

Indien de deelnemer voor het examen slaagt, krijgt hij een getuigschrift getekend door Minister of zijn afgevaardigde.

**Art. 11.** De Minister bepaalt het model van het getuigschrift bedoeld in artikel 9, § 2, tweede lid, en in artikel 10, derde lid.

**Art. 12.** § 1. Elke leerling beoordeelt de kwaliteit van de basiscursus, aan het einde daarvan.

De beoordeling bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd d.m.v. een elektronisch formulier dat door de Administratie on line wordt geplaatst op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

Het invullen van het beoordelingsformulier en zijn indiening bij de Administratie gebeuren via de elektronische weg, binnen de zestig dagen die volgen op het einde van het betrokken leerjaar.

§ 2. Elke leerling beoordeelt de kwaliteit van de specialisatiecursussen aan het einde van elke cursus.

Paragraaf 1 is van toepassing op de beoordeling bedoeld in het eerste lid.

§ 3. Het verlenen van het getuigschrift bedoeld in artikel 9, § 2, tweede lid, en in artikel 10, derde lid, is onderworpen aan de ontvangst door de Administratie van de beoordeling bedoeld in artikel 12, § 1 of § 2.

#### *Afdeling 2. — De lezingen*

**Art. 13.** De scholingscentra en de verenigingen voor bijenteelt kunnen lezingen organiseren inzake bijenteelt.

De lezingen zorgen voor de voortgezette opleiding van de bijhouders, ongeacht of ze houder zijn van het opleidingsgetuigschrift bedoeld in artikel 9, § 2, tweede lid.

De Minister bepaalt het minimumaantal uren die per lezing worden verstrekt.

#### *HOOFDSTUK III. — Financiering*

##### *Afdeling 1. — De voorwaarden tot toekenning van subsidies*

###### *Onderafdeling 1. — De voorwaarden tot toekenning van subsidies i.v.m. de organisatie van de cursussen*

**Art. 14.** Binnen de beschikbare begrotingskredieten dient de Minister minstens één projectenoproep per jaar in, om de opleidingsactiviteiten te kiezen, waarbij de in de artikelen D. 11, D. 12, D. 13 en D. 14 van het Wetboek bedoelde doelstellingen kunnen worden vervuld.

**Art. 15.** § 1. De Minister bepaalt de modaliteiten van de organisatie van de projectenoproepen. Hij voorziet :

1° de datum van indiening van de jaarlijkse projectenoproep;

2° de bekendmaking van de projectenoproep op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw);

3° de datum voor de indiening van de dossiers na het lanceren van de projectenoproep.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, kan de projectenoproep worden verdeeld in onderprojectenoproepen per geografisch gebied en in functie van de bevolkingsdichtheid om een goede dekking van het Waalse Gewest te garanderen.

§ 3. Een scholingscentrum legt één enkele basiscursus voor per projectenoproep.

Een basiscursus kan gezamenlijk met een initiatiecursus worden georganiseerd.

**Art. 16.** § 1. De selectie van de projecten wordt uitgevoerd:

1° door de verificatie van de naleving van de toelaatbaarheidsvoorwaarden m.b.t. de materiële, menselijke en financiële middelen waarover het opleidingscentrum beschikt en die nodig zijn voor zijn leefbaarheid en de goede werking van de opleidingen alsook het administratieve, financiële beheer en het beheer van human resources van het opleidingscentrum;

2° door de verificatie van de relevantie van de opleidingen ten opzichte van de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen en van de op het grondgebied geïdentificeerde behoeften aan opleiding in bijenteelt alsook van de pedagogische kwaliteit van de opleidingen, met inbegrip van de inhoud van de opleidingen, de pedagogische methoden en de vaardigheid van de opleiders en sprekers.

§ 2. In het kader van de verificatie van de toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in paragraaf 1, 1°, bevatten de documenten overgemaakt aan de Administratie het volgende:

1° de benaming van het centrum, zijn contactgegevens en zijn juridische aard;

2° de voorstelling van de structuur en van de pedagogische ploeg bedoeld in artikel 3, 2°;

3° de omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen die nodig zijn voor de goede werking van het opleidingscentrum, met inbegrip van:

a) een omschrijving van de technische en logistieke middelen alsook van de didactische uitrusting voor de organisatie van de activiteiten van het scholingscentrum;

b) de lijst van het personeel dat nodig is voor het goede beheer van het scholingscentrum, met inbegrip van de begeleiding en de coördinatie van de opleidingsactiviteiten;

c) een vooruitlopende begroting i.v.m. de voorgestelde opleidingsactiviteiten;

d) als het centrum reeds opleidingen heeft georganiseerd in het kader van de oproep tot projecten, het activiteitenverslag van de cursussen die tijdens deze oproep tot projecten werden georganiseerd, alsook de balans en de resultatenrekeningen van de jaren die betrokken zijn bij deze cursussen;

e) het afschrift van het attest voor het afsluiten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid die o.a. elk risico voor de deelnemer dekt.

De volgende documenten die toelaten om de voorwaarden betreffende de aanwerving van de opleider en spreker te verifiëren, worden gevoegd bij de documenten bedoeld in het eerste lid op verzoek van de Administratie:

1° de titel, het getuigschrift of vereiste diploma zoals bedoeld in artikel 18, § 1, tweede lid, 1°, 2° en 3°, in voorkomend geval, het bewijs van een afdoende ervaring;

2° een verklaring op erewoord die betrekking heeft ofwel op de geactualiseerde kennis van de onderwerpen i.v.m. het voorwerp van de opleiding of op de verbintenis om opleidingen te volgen.

Het scholingscentrum is vrijgesteld, mits akkoord van de Administratie, van het verstrekken van de documenten bedoeld in het eerste lid waarover de Administratie of de sociale inspectie beschikt of waarover hij kan beschikken via een gegevensbank van authentieke bronnen.

§ 3. De Minister selecteert de projecten om de pedagogische kwaliteit van de opleidingen en de optimale dekking van het grondgebied van het Waalse Gewest te verzekeren volgens de criteria die hij bepaalt.

**Art. 17.** § 1. Vanaf 2017 is het adviescomité dat een niet-bindend advies moet uitbrengen over de projecten, samengesteld uit een vertegenwoordiger:

1° van de Minister;

2° van de Administratie;

3° van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum Landbouwkundig Onderzoek).

4° van elk van de provinciale bijenteeltfederaties;

5° van de "Union royale des Ruchers wallons" (Koninklijke unie van Waalse bijenstallen).

6° van de "Union des Fédérations Wallonie-Bruxelles" (Unie van de Federaties "Wallonie-Bruxelles")

7° van de "CARI" (Centre apicole de recherche et d'information)

§ 2. Vanaf 2016 is het selectiecomité belast met de selectie van de projecten op basis van het advies van het adviescomité, samengesteld uit een vertegenwoordiger:

1° van de Minister;

2° van de administratie;

3° van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum Landbouwkundig Onderzoek).

§ 3. Geen enkel lid zetelt binnen het adviescomité of het selectiecomité indien zijn persoonlijke belangen of die van de instelling die het vertegenwoordigt, in concurrentie zouden staan met de opdracht van het comité bedoeld in het eerste lid.

Het adviescomité of het selectiecomité kan deskundigen van zijn keuze uitnodigen om als adviseur deel te nemen aan zijn werkzaamheden en kan het advies van elke andere onafhankelijke natuurlijke of rechtspersoon inwinnen. Indien een ander lid van het adviescomité dan een vertegenwoordiger van de Minister of de Administratie niet mag zetelen in het adviescomité voor één van de redenen vermeld in het tweede lid, kan hij door een deskundige worden vervangen.

**Art. 18.** § 1. In het kader van de selectie van projecten voldoen de opleiders en sprekers aan de voorwaarden van diploma's of gelijkwaardige titels, in voorkomend geval, van afdoende ervaring, en van pedagogische vaardigheden en gebonden aan het voorwerp van de opleiding.

Overeenkomstig het eerste lid, moet de opleider of, desgevallend, de spreker:

1° in het geval van theoretische opleidingen, een ervaring inzake opleiding en communicatie kunnen bewijzen, desgevallend, de verbintenis aangaan om een opleiding ter zake te volgen binnen het jaar dat volgt op de indiensttreding als opleider;

2° in het geval van theoretische lessen, de technische bevoegdheden i.v.m. het voorwerp van de opleiding kunnen bewijzen, hetzij door het bezit van een titel of getuigschrift erkend door de bevoegde overheden in deze materies, hetzij door een praktische afdoende ervaring met bijteelt van minstens vijf jaar, basisopleiding inbegrepen of een praktische ervaring van minstens zeven jaar;

3° in het geval van praktische lessen, een afdoende praktische ervaring in bijteelt bezitten van minstens vijf jaar, basisopleiding inbegrepen of zeven jaar ervaring inzake bijteelt.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt de afdoende ervaring aangetoond met elk rechtsmiddel en overeenkomstig de documenten aangevraagd in de oproep tot projecten die beschikbaar zijn bij de Administratie op aanvraag.

In afwijking van het eerste lid, 1°, kunnen de opleiders en sprekers die aantonen dat ze reeds opleidingen hebben gegeven in het domein betrokken bij de opleidingen of lezingen, geacht worden de pedagogische vaardigheden te bezitten voor de uitoefening van de functie, na de indiening van een geargumenteerde aanvraag bij de Administratie en een gunstig advies van de Administratie.

§ 2. De theoretische opleiders die voorkomen in de in aanmerking komende projecten bedoeld in paragraaf 1 en die de vereiste vaardigheden tonen, worden automatisch erkend als sprekers inzake bijteelt voor een maximumduur van 3 jaar overeenkomstig artikel D.6 van het Wetboek.

Een erkenningsaanvraag als spreker kan bij de Administratie worden ingediend door eenieder die de vereiste vaardigheden aantoonst volgens de procedure omschreven op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

De erkenningsaanvraag bevat de elementen die toelaten om aan te tonen dat er aan de eisen van paragraaf 1 wordt voldaan.

De afdoende ervaring wordt aangetoond met elk rechtsmiddel en overeenkomstig de documenten aangevraagd in de oproepen tot projecten die beschikbaar zijn bij de Administratie op aanvraag.

De Administratie onderzoekt de erkenningsaanvraag en verzoekt de kandidaat, desgevallend, om bijkomende rechtvaardigingen.

De Administratie legt een gemotiveerd voorstel tot toekenning of intrekking van erkenning ter goedkeuring aan de Minister voor uiterlijk binnen dertig dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag.

De Administratie geeft kennis van de beslissing van de Minister aan de aanvrager binnen de tien dagen die volgen op de datum van de beslissing.

De Administratie houdt een lijst bij van sprekers, of in voorkomend geval van opleiders, erkend inzake bijteelt die ze bekendmaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

§ 3. De Minister erkent de opleiders bedoeld in het eerste lid volgens de modaliteiten die hij bepaalt.



§ 4. In geval van onvoldoende kandidaturen om te voldoen aan de behoeften aan opleiding kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van het opleidingscentrum, afwijken van de in de eerste paragraaf bedoelde voorwaarden. In dit geval verzoekt het opleidingscentrum het betrokken personeelslid om binnen het jaar volgend op zijn indiensttreding de opleidingen te volgen die nodig zijn voor het vergaren van kennis en vaardigheden vereist om de opleiding te verzekeren.

De in het eerste lid bedoelde opleidingen en hun modaliteiten inzake de organisatie kunnen door de Minister bepaald worden.

§ 5. Het scholingscentrum voor bijenteelt zorgt ervoor om over opleiders te beschikken die voldoen aan de voorwaarden bepaald in het kader van de projectenoproep om het verloop van de opleidingen waarvoor het gekozen is, te verzekeren.

**Art. 19.** De Minister kiest de in artikel 14 bedoelde projecten binnen drie maanden na het lanceren van de projectenoproep.

Wat betreft de eerste projectenoproep die in 2016 is uitgevoerd, spreekt de Minister zich uit binnen een termijn van één maand die volgt op het sluiten van de projectenoproep.

De Minister kan de in artikel 16, § 1, bedoelde selectieprocedures aanvullen en louter procedurele bijkomende voorwaarden bij de projectenoproep toevoegen. Hij is ook bevoegd om de lijst van de bij die aanvragen te voegen documenten aan te vullen.

**Art. 20.** Alleen de dossiers van de scholingscentra voor bijenteelt die gunstig hebben voldaan aan de in artikel 16, § 1, 1<sup>o</sup>, bedoelde toelaatbaarheidsvoorwaarden worden onderzocht voor de naleving van de in artikel 16, § 1, 2<sup>o</sup>, bedoelde voorwaarden.

Het toelaatbare scholingscentrum voor bijenteelt kan dossiers in het kader van projectenoproepen die binnen twee kalenderjaar volgend op de beslissing gelanceerd zijn, volgens een door de Minister bepaalde vereenvoudigde procedure indienen. Deze vereenvoudigde procedure verzekert jaarlijks dat het scholingscentrum de toelaatbaarheidsvoorwaarden naleeft.

Het bestuur weegt, voor elke opleidingsactiviteit onderworpen aan de projectenoproep, de selectiecriteria en voert een indeling van de gekozen projecten op deze basis en na advies van het selectiecomité uit.

De Minister bepaalt de selectieprocedure. Hij kan een maximaal aantal projecten van specialisatiecursussen die in aanmerking komen voor de subsidies, bepalen.

De Minister stelt de lijst vast van de begunstigen van de toelagen op grond van de in het derde lid bedoelde indeling uitgevoerd door het Besuur.

De cursussenprojecten, met ingebrip van de specialisatiecursussen, die krachtens de criteria bedoeld in het derde lid gekozen zijn maar die niet in aanmerking komen voor de toelagen kunnen bekrachtigd worden door het in artikel 10, derde lid, bedoelde getuigschrift op voorwaarde dat de notering die bij de analyse van de selectieprocedure toegekend is, hoger is dan de uitsluitingsnotering, dat ze zich onderwerpen aan de in artikel 34 bedoelde controles en het in artikel 30, § 4, bedoelde verslag overmaken.

**Art. 21.** § 1. Komt niet in aanmerking voor de toelagen:

1<sup>o</sup> de natuurlijke of rechtspersoon die via zijn beroepsopleidingsactiviteit publicitaire of commerciële doeleinden heeft;

2<sup>o</sup> de opleidingsactiviteit die reeds door een openbare overheid gesubsidieerd wordt.

Wat betreft het eerste lid, 2<sup>o</sup>, kan het scholingscentrum waarvan het project gekozen is, toelagen genieten voor het saldo van de financiering van zijn project, indien andere openbare toelagen de financiering van de activiteit gedeeltelijk dekken.

§ 2. Het scholingscentrum kan een deelname in de kosten ten laste van de deelnemers verlangen voor zover de organisatie van de opleiding geen aanleiding geeft tot winsten uit hoofde van het scholingscentrum. De deelname aan de kosten dekt een redelijk en evenredig gedeelte van de algemene kosten die voortvloeien uit zijn opleidingsactiviteit en die niet gedekt zijn door toelagen.

§ 3. De Minister kan een deelname aan de minimale kosten ten laste van de deelnemers opleggen en bepalen.

#### Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van de toelagen gebonden aan de organisatie van de conferenties

**Art. 22.** De Minister bepaalt per bijenteeltvereniging of scholingscentrum voor bijenteelt een jaarlijks maximaal aantal conferenties die in aanmerking komen voor de gewestelijke toelagen.

**Art. 23.** Het jaarlijkse programma en de vooruitlopende begroting van de op het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest georganiseerde conferenties worden bij de dienst ingediend door de provinciale bijenteeltverbonden en door de "Union royale des Ruchers wallons". De datum waarvoor die elementen worden ingediend, wordt door de Minister bepaald.

Het Bestuur bepaalt een patroon voor de opstelling van het programma en de vooruitlopende begroting.

De Minister keurt het programma en de behorende vooruitlopende begroting goed.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de indiening van de aanvragen om toelagen, met inbegrip van de informatie gebonden aan de vooruitlopende begroting.

**Art. 24.** De sprekers voldoen aan de voorwaarden van diploma's of gelijkwaardige titels, in voorkomend geval, van afdoende ervaring, zoals bepaald door de Minister en gebonden aan het voorwerp van de conferenties.

De Minister bepaalt de in het eerste lid afdoende ervaring en erkent de sprekers.

#### Afdeling 2. Toekenningsmodaliteiten van de toelagen

##### Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning van de toelagen gebonden aan de organisatie van de cursussen

**Art. 25.** Het in het kader van de projectenoproep gekozen scholingscentrum voor bijenteelt geniet toelagen waarvan de bedragen binnen de perken bepaald door de Minister vastgesteld worden.

**Art. 26.** De aan de scholingscentra voor bijenteelt toegekende toelagen omvatten de bezoldigingen van de theoretische en praktische opleiders alsook de werkingskosten die inherent zijn aan de organisatie van de cursussen en aan de werking van het scholingscentrum.

De Minister kan, per soort cursussen bedoeld in artikel 6, § 1, een maximum totaalbedrag bepalen voor de toelagen die per project aan de scholingscentra worden toegekend.

De toelagen die toegekend worden om de bezoldigingen van de opleiders te dekken worden beperkt tot 43 euro per uur theoretische of praktische cursus. De reiskosten van de opleiders die theoretische cursussen geven, kunnen gedekt worden door de toelage volgens modaliteiten vastgesteld door de Minister.

De Minister bepaalt de in aanmerking komende uitgaven voor de in het eerste lid bedoelde reiskosten alsook de modaliteiten voor de toekenning van de toelagen aan de scholingscentra.

Naar gelang van de beschikbare begrotingen kan de Minister in januari van elk jaar de in de leden 1, 2 en 3 vermelde bedragen op grond van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de bedoelde bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2015.

#### Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van de toelagen gebonden aan de organisatie van de conferenties

**Art. 27.** De bijteeltvereniging opgenomen in het in artikel 23, § 1, bedoelde programma van de conferenties geniet toelagen waarvan de bedragen binnen de perken bepaald door de Minister vastgesteld worden.

**Art. 28.** De aan de bijteeltverenigingen toegekende toelagen omvatten de bezoldigingen van de sprekers alsook de werkingskosten die inherent zijn aan de organisatie van de conferenties.

De toelagen die toegekend worden om de bezoldigingen van de opleiders te dekken worden beperkt tot 43 euro per uur conferentie.

De Minister bepaalt de modaliteiten van de toekenning van de toelagen aan de bijteeltverenigingen.

Naar gelang van de beschikbare begrotingen kan de Minister in januari van elk jaar het in lid 1 en 2 vermelde bedrag op grond van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de in bedoelde bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2015.

#### Afdeling 3. — Betaling van de toelagen

##### Onderafdeling 1. — Betaling van de toelagen gebonden aan de organisatie van de cursussen

**Art. 29.** De toelagen die krachtens artikel 26 worden toegekend, worden volledig aan de scholingscentra voor bijteelt gestort.

De scholingscentra voor bijteelt zijn verantwoordelijk voor de verdeling tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigen.

**Art. 30.** Het bestuur zorgt voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de toelagen die bedoeld zijn in artikel 26 en stelt de onrechtmatige betalingen vast.

Het Bestuur betaalt de in het eerste lid bedoelde toelagen.

Voor de initiatiecursussen die buiten de basiscursussen worden georganiseerd, maakt het scholingscentrum voor bijteelt uiterlijk binnen zestig dagen na het einde van elke cursus een verslag over de werkelijk gegeven cursus aan het Bestuur over; het model van dit verslag wordt door het Bestuur bepaald en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

Voor de basiscursussen maakt het scholingscentrum voor bijteelt voor elke schijf van maximum twaalf maanden cursussen en uiterlijk binnen zestig dagen na het einde van bedoelde schijf een verslag over het werkelijk gegeven programma aan het Besuur over; het model van dit programma wordt door het Bestuur bepaald en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

Voor de specialisatiecursussen maakt het scholingscentrum voor bijteelt uiterlijk binnen zestig dagen na het einde van elke cursus een verslag over de werkelijk gegeven cursus aan de dienst over; het model van dit verslag wordt door het Bestuur bepaald en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de uitbetaling van de in het eerste lid bedoelde toelagen aan de scholingscentra voor bijteelt.

De begunstigen van toelagen dienen een jaarlijkse schuldvorderingsverklaring bij het Bestuur volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten in.

**Art. 31.** Wanneer een opleiding wegens een geval van overmacht of buitengewone omstandigheden niet volledig is georganiseerd, kan het scholingscentrum voor bijteelt aanspraak maken op het bedrag van de toelage dat hij kan rechtvaardigen voor het opleidingsgedeelte dat georganiseerd is kunnen worden.

##### Onderafdeling 2. — Betaling van de toelagen gebonden aan de organisatie van de conferenties

**Art. 32.** § 1. De bijteeltverenigingen die minstens op provinciaal niveau werken, die samen het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest dekken en die voldoen aan in het tweede lid bijzondere voorwaarden, kunnen toelagen die aan de bijteeltverenigingen voor de organisatie van conferenties worden toegekend, beheren en uitbetalen.

Voor het beheer van toelagen gebonden aan de organisatie van conferenties vervult de bijteeltvereniging die minstens op provinciaal niveau werkt de volgende voorwaarden:

1° ze is opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk of als beroepsvereniging;

2° ze beschikt over een secretariaat dat alle garanties biedt voor een gepast beheer van de toelagen toegekend aan de bijteeltverenigingen waarop ze het toezicht heeft voor de organisatie van conferenties;

3° ze heeft activiteiten die minimum een gebied in het Waalse Gewest dekken, dat met een provincie overeenstemt.

§ 2. De krachtens artikel 28 toegekende toelagen worden volledig aan de bijteeltverenigingen gestort via bijteeltverenigingen die minstens op provinciaal niveau werken, zoals bepaald in § 1.

In afwijking van het eerste lid kan een bijteeltvereniging die niet gedekt wordt door een bijteeltvereniging die minstens op provinciaal niveau werkt, op gemotiveerd verzoek ingediend bij het Bestuur rechtstreeks een toelage krijgen voor de organisatie van conferenties.

De Minister bepaalt de bijzondere voorwaarden en modaliteiten die tot de in het tweede lid bedoelde afwijking kunnen leiden.

§ 3. De in § 2 bepaalde bijteeltverenigingen zijn verantwoordelijk voor de verdeling van de in § 2, eerste lid, bedoelde toelagen tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigen en van hun goede gebruik met het oog op de organisatie van conferenties in de zin van artikel 13, tweede lid.

**Art. 33.** Het bestuur zorgt voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de toelagen bedoeld in artikel 28 en stelt de onrechtmatige betalingen vast.

Het Bestuur betaalt de in het eerste lid bedoelde toelagen.

De bijteeltverenigingen die minstens op provinciaal niveau werken voor het beheer van de aan de conferenties gebonden toelagen, maken binnen zestig dagen na het einde van de laatste conferentie een verslag over de werkelijk uitgevoerde conferenties die van hun beheer afhangen, aan het Bestuur over; het model van dit verslag wordt door het Bestuur bepaald en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de uitbetaling van de in het eerste lid bedoelde toelagen aan de erkende bijteeltverenigingen alsook de modaliteiten voor de indiening van de schuldverklaringsverklaringen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Controle*

**Art. 34.** De controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit worden uitgeoefend krachtens het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing.

De sociale inspectie gaat minstens na of het scholingscentrum voor bijteelt over de aangepaste capaciteiten in termen van kwalificaties van het personeel en van regelmatige opleiding beschikt om zijn opdracht tot een goede einde te brengen.

Om zijn opdracht in het kader van dit besluit uit te oefenen, kan de verantwoordelijke van het Bestuur de opleidingen, de conferenties en de examens bijwonen.

#### HOOFDSTUK V. — *Straffen en beroep*

**Art. 35.** Een scholingscentrum van wie is komen vast te staan dat het de voorwaarden vereist voor zijn selectie in het kader van de in artikel 14 bedoelde projectenoproep kunstmatig heeft gecreëerd, komt niet in aanmerking voor de toelagen bedoeld in de artikelen 26 en 28.

**Art. 36.** Wanneer het scholingscentrum voor bijteelt of de bijteeltvereniging zijn/haar verplichtingen bedoeld in het Wetboek of in dit besluit niet naleeft, wordt het deel van de hem verschuldigde toelage verminderd naar verhouding van de ernst van de niet-naleving van die verplichtingen en van de financiële gevolgen van de onregelmatigheid.

De Minister bepaalt de berekeningswijze van de vermindering bedoeld in het eerste lid.

**Art. 37.** Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt de persoon betrokken bij een krachtens dit besluit genomen beslissing over 30 werkdagen om een beroep bij het Bestuur in te dienen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 38.** In artikel 19, § 2, tweede lid, 3<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector worden, in de Franse versie, de woorden "jours ouvrables" vervangen door de woorden "jours".

**Art. 39.** De scholingscentra voor bijteelt die basiscursussen over twee jaar organiseren, waarvoor de organisatie van een eerste jaar cursussen eindigend uiterlijk op 31 augustus 2016 vóór 31 december 2015 door de Minister is goedgekeurd, kunnen een tweede jaar cursus dat in aanmerking komt voor een toelage, organiseren.

De Minister bepaalt de criteria op grond waarvan de in het eerste lid bedoelde activiteiten in aanmerking kunnen komen voor een toelage.

**Art. 40.** De scholingscentra voor bijteelt waarin basiscursussen over twee jaar worden gegeven, die een niet-gesubsidieerd eerste jaar cursussen organiseren dat tussen 1 september 2015 en de inwerkingtreding van dit besluit is begonnen en eindigend uiterlijk op 31 augustus 2016, kunnen een tweede jaar cursus dat in aanmerking komt voor een toelage, organiseren.

De Minister bepaalt de criteria op grond waarvan de in het eerste lid bedoelde activiteiten in aanmerking kunnen komen voor een toelage.

**Art. 41.** In afwijking van artikel 3, § 1, kan het scholingscentrum voor bijteelt voor de tijdens het jaar 2016 georganiseerde projectenoproep:

1<sup>o</sup> opgericht zijn als beroepsvereniging met een rechtspersoonlijkheid;

2<sup>o</sup> zorgen voor het beheer en de supervisie van de organisatie van méér dan één basiscursus, met inbegrip van projecten waarvan de operationele uitvoering door groeperingen van natuurlijke personen zonder rechtspersoonlijkheid wordt verricht;

3<sup>o</sup> initiatiecursussen betreffende het schooljaar 2016-2017 en 2017-2018 organiseren.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2<sup>o</sup>, is het scholingscentrum voor bijteelt de gesprekspartner van het Bestuur voor wat het beheer van de voor de verschillende basiscursussen toegekende toelagen betreft.

Het scholingscentrum voor bijteelt betaalt volledig de in het tweede lid bedoelde toelagen aan de rechthebbenden en begunstigden en is verantwoordelijk voor hun goede gebruik door de begunstigden zonder rechtspersoonlijkheid.

**Art. 42.** In afwijking van artikel 32 kunnen de bijteeltverenigingen voor de tijdens het jaar 2016 georganiseerde projectenoproep opgericht zijn als beroepsverenigingen met een rechtspersoonlijkheid om voor het beheer van de toelagen gebonden aan de organisatie van conferenties erkend te worden.

**Art. 43.** De Minister kan voorzien in specifieke bepalingen voor de projectenoproep georganiseerd tijdens het kalenderjaar 2016 en voor de opleidingen georganiseerd tijdens de bijteeltjaren 2015-2016 en 2016-2017.

**Art. 44.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juni 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN